



Pour tout renseignement, photo ou entretien avec des chercheurs, prière de contacter :

Megan Dold : +1 301 280 5720 ou [mdold@burnesscommunications.com](mailto:mdold@burnesscommunications.com)  
Jeff Haskins : + 254 729 871 422 ou [jhaskins@burnesscommunications.com](mailto:jhaskins@burnesscommunications.com)

## **Sous embargo jusqu'à 00:01 GMT LUNDI 6 SEPTEMBRE 2010**

*Note de l'éditeur* : vous trouverez le rapport complet, des informations de contexte, des images et des vidéos sur: <http://www.iwmi.cgiar.org/SWW2010>.

### **Dans un climat en proie aux changements, l'irrégularité des pluies constitue une menace grandissante pour les ruraux pauvres : il faut donc investir davantage dans le stockage de l'eau, selon un nouveau rapport**

***Face au dilemme que posent les grands barrages, les experts recommandent de diversifier les moyens de stockage de l'eau pour réduire l'incertitude et développer l'agriculture pluviale***

**Stockholm, Suède** (le 6 septembre 2010) — Alors que les phénomènes climatiques extrêmes font des ravages à travers le monde, un nouveau rapport sonne l'alarme : les variations de plus en plus imprévisibles du régime pluviométrique liées au changement climatique risquent de compromettre la sécurité alimentaire et la croissance économique, notamment en Afrique et en Asie. Il s'agit donc d'investir davantage dans de nouveaux moyens de stockage de l'eau pour faire face à ce problème.

« La diminution et l'irrégularité des pluies posent une menace pour des millions d'agriculteurs dans les communautés qui vivent de l'agriculture pluviale », a déclaré Colin Chartres, directeur général de l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI). Cet organisme basé au Sri Lanka a publié ce rapport à l'occasion de la Semaine mondiale de l'eau qui s'est tenue à Stockholm. « Ces gens seront durement touchés par le changement climatique et il faut donc investir massivement et rapidement dans des mesures d'adaptation ».

Le rapport met en garde contre le recours excessif à des solutions uniques, telles que les grands barrages, et propose d'adopter une démarche intégrée qui associe des moyens de stockage à plus ou moins grande échelle, en utilisant par exemple l'eau des zones humides naturelles, l'eau emmagasinée dans le sol, les eaux souterraines et l'eau recueillie dans des étangs, citernes et réservoirs.

« Tout comme les consommateurs modernes diversifient leurs avoirs financiers pour réduire le risque, les petits agriculteurs doivent disposer d'une liste de ' comptes de ressources en eau ' pour se prémunir contre les effets du changement climatique », a expliqué Matthew McCartney, auteur principal du rapport et hydrologue à l'IWMI, qui est financé par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). « De cette façon, si une source d'eau se tarit, ils auront d'autres options ».

« Pour les millions de personnes qui vivent de l'agriculture pluviale, l'accès fiable à l'eau est un bon moyen d'échapper à la faim chronique et de progresser régulièrement sur la voie de la sécurité alimentaire », a ajouté McCartney. « Les réserves d'eau, aussi faibles soient-elles, peuvent améliorer sensiblement la productivité agricole et le bien-être des populations rurales car elles permettent aux cultures et au bétail de survivre à la sécheresse ».

Selon l'IWMI et ses partenaires de recherche, pas moins de 499 millions de personnes en Afrique et en Inde tireraient profit d'une meilleure gestion de l'eau utilisée à des fins agricoles.

En Asie, où l'irrigation s'est considérablement développée au cours des dernières décennies, l'agriculture pluviale demeure extensive et représente 66 % de la superficie totale cultivée, selon l'étude de l'IWMI. En Afrique subsaharienne, ce type d'agriculture est encore plus répandu (94 % des terres cultivées). Or ce sont précisément les régions où l'infrastructure de stockage de l'eau est la moins développée.

« À moins de réduire l'incertitude écrasante qui pèse sur l'agriculture pluviale en améliorant le stockage de l'eau, de nombreux agriculteurs dans les pays en développement n'auront aucun moyen de faire face à un climat de plus en plus hostile et imprévisible ».

Face à l'augmentation de la demande de denrées alimentaires et d'électricité, les pays en développement qui connaissent une expansion rapide ont investi massivement dans la construction de grands barrages au cours des dix dernières années, après avoir marqué le pas durant la décennie précédente. Bon nombre des 50 000 ouvrages construits dans le monde depuis les années 50 servent à stocker l'eau pour l'irrigation.

Les effets positifs d'un tel développement de l'infrastructure, en termes de protection contre les inondations et d'amélioration de la productivité agricole, ne sont plus à démontrer, explique le rapport de l'IWMI. Mais les incidences sociales et écologiques sont également bien connues : 80 millions de personnes ont été déplacées et les moyens d'existence de quelque 470 millions de personnes vivant en aval des barrages ont été perturbés par la modification de la configuration des cours d'eau. Tandis que la construction de grands barrages continue d'alimenter un débat acrimonieux, l'IWMI conseille aux gouvernements d'étudier de plus près les avantages potentiels pour le développement économique et la réduction de la pauvreté et de mieux tenir compte des conséquences sociales et environnementales.

Mais l'étude de l'IWMI recommande aussi d'accorder une plus grande importance à diverses possibilités de stockage à petite échelle, citant des exemples qui montrent clairement que lorsque de telles mesures sont bien planifiées, elles peuvent contribuer pour beaucoup à la sécurité alimentaire et à la croissance économique dans les régions touchées.

Par exemple, des études réalisées dans différentes régions semi-arides ont montré que l'utilisation de petits bassins de plantation était un moyen efficace de « récolter » l'eau, parallèlement à l'application ciblée d'engrais organiques ou chimiques. Ces bassins ont permis d'accroître les rendements de maïs au Zimbabwe, indépendamment du régime des précipitations, et de multiplier les rendements de mil par trois ou quatre au Niger.

Dans l'État du Rajasthan, dans le Nord-Est de l'Inde, la construction de 10 000 ouvrages de collecte de l'eau, principalement pour reconstituer les nappes souterraines, a permis d'irriguer quelque 14 000 hectares, desservant quelque 70 000 personnes. Alors que les agriculteurs avaient à peine assez d'eau pour cultiver des céréales, ils peuvent désormais cultiver aussi des légumes et d'autres cultures marchandes. De même, la construction de plus de 90 000 citernes d'eau souterraines en Chine profite à un million d'agriculteurs.

Des études de cas montrent que l'utilisation simultanée de différents moyens de stockage peut être particulièrement efficace. Dans le Sud du Sri Lanka, par exemple, la construction d'un grand réservoir ultérieurement relié à cinq autres plus petits qui existaient déjà a permis de quadrupler la production agricole.

Mais dans certains pays, les grands projets de stockage de l'eau ont donné des résultats inégaux. Selon une étude réalisée en Éthiopie, la construction de puits artésiens et de petits barrages a réduit la pauvreté de l'ordre de 25 à 50 %. Cependant, selon une autre étude effectuée dans la région d'Amhara, la plupart des quelque 4 000 étangs de collecte de l'eau creusés entre 2003 et 2008 n'étaient plus utilisés, principalement à cause de problèmes techniques et parce qu'ils étaient mal situés et que les collectivités ne participaient guère à leur entretien.

« Aucune de ces méthodes n'est une panacée », a souligné McCartney. « Elles ont toutes des avantages et des inconvénients, selon leurs caractéristiques intrinsèques, la manière dont elles sont planifiées et gérées, et les conditions propres à chaque site ».

Le rapport de l'IWMI précise que toute méthode de stockage de l'eau présente un autre risque, à savoir qu'elle est elle-même vulnérable aux effets du changement climatique. Dans les zones arides, par exemple, l'eau contenue dans le sol peut s'évaporer tellement vite que les dispositifs tels que les bassins de plantation perdent leur efficacité. De même, la baisse du volume des précipitations peut limiter la reconstitution des nappes souterraines, tandis que l'élévation du niveau de la mer accroît le risque de salinisation des aquifères côtiers.

Par ailleurs, si la méthode de stockage est mal planifiée, cela entraîne un gaspillage de ressources et aggrave même les effets préjudiciables du changement climatique, par exemple en favorisant la prolifération des moustiques vecteurs du paludisme.

Pour se prémunir contre ces risques, note le rapport, les pouvoirs publics doivent assumer une plus grande responsabilité de façon à mieux intégrer la planification des dispositifs de stockage de l'eau. Dans le passé, ces dispositifs étaient souvent conçus au niveau local et sans plan d'ensemble, davantage motivés par l'opportunisme politique que par des besoins établis. Une approche intégrée tiendrait compte de l'ensemble des facteurs hydrologiques, économiques, sociaux et environnementaux qui déterminent les coûts et les avantages et examinerait simultanément différentes options. Bien planifié, le stockage de l'eau peut être un moyen efficace pour lutter contre la pauvreté et faire face au changement climatique.

« Plus on étudie le changement climatique, plus on constate que ses effets sur l'agriculture se manifestent surtout dans le domaine de l'eau », a expliqué Chartres. « Même si on ne sait pas exactement quels seront ces effets, une chose est certaine :

les variations du régime pluviométrique sont de moins en moins prévisibles. Le stockage de l'eau, sous quelle que forme que ce soit, est un meilleur moyen de gérer le risque face à l'imprévisibilité croissante du climat ».

###

**L'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI)** est un organisme de recherche scientifique à but non lucratif qui concentre ses activités sur l'utilisation durable des ressources en eau et en terre dans l'agriculture, au profit des pauvres des pays en développement. Sa mission consiste à « améliorer la gestion des ressources en eau et en terre pour assurer l'alimentation et les moyens de subsistance et protéger la nature ». L'Institut tient son siège au Sri Lanka et a des bureaux régionaux en Afrique et en Asie. Il travaille en partenariat avec des pays en développement, des instituts de recherche nationaux et internationaux, des universités et d'autres organisations en vue de mettre au point des outils et des technologies qui contribuent à faire reculer la pauvreté, à assurer la sécurité alimentaire et à garantir les moyens de subsistance.

[www.iwmi.org](http://www.iwmi.org)

**Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)**, créé en 1971, est un partenariat stratégique qui rassemble des pays, des organisations internationales et régionales, ainsi que des fondations privées. Il appuie les travaux de 15 centres internationaux de recherche et collabore avec les systèmes nationaux de recherche agricole, la société civile et le secteur privé pour promouvoir une croissance agricole durable. À cet effet, il favorise une agronomie de qualité qui bénéficie aux pauvres, en renforçant la sécurité alimentaire, en améliorant la nutrition et la santé des populations, en augmentant les revenus et en améliorant la gestion des ressources naturelles. [www.cgiar.org](http://www.cgiar.org)